

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS par an des 1er et 16 de chaque mois... se paie d'avance.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot... se paie d'avance.

M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 8, MM. Laffite et Co, place de la Bourse 8, sont seuls chargés à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.—Service d'Été.

Table with 4 columns: Station, Omnibus mixte, Poste mixte, Omnibus mixte. Rows include Cahors, Mercuès, Parnac, Luzech, Castelfranc, Puy-l'Evêque, Duravel, Soturac Touzac, Fumel, Monsempron-Libos, AGEN, BORDEAUX, PÉRIGUEUX, BORDEAUX, RODEZ, AURILLAC, VIERZON, PARIS.

Cahors, le 26 Août 1875

L'on des principaux auteurs de la loi sur la décentralisation, M. Waddington, s'était conformé à cette loi en ne faisant aucune allusion politique dans le discours prononcé par lui à l'ouverture du conseil général de l'Aisne...

foule de sujets, mais entre lesquels une alliance, une entente en vue du maintien de la Constitution sera toujours possible, sinon toujours facile.

Ainsi, messieurs, lorsque vous aurez à choisir et à appuyer un candidat, ne vous inquiétez pas des opinions politiques qu'il a en quelque sorte trouvées au berceau ou sucées avec le lait de sa mère...

Voilà, messieurs, la conduite politique que je conseillerais de suivre, et je la résume en un mot : regardez en avant et non pas en arrière...

Dans un article où le Courrier du Lot parle de cornichons et de bouilli, à propos de politique, cette feuille impérialiste se défend d'avoir attaqué M. le duc d'Aumale...

Si nous étions un rallié à la République, nous dirions au Journal du Lot, avec toute la politesse qui distingue les souteneurs de cette catégorie...

C'est délicat. Après les cornichons et le bouilli, tenir un tel langage est tout-à-fait digne de la haute littérature qui a fleuri pendant dix-huit années...

La vérité est que, depuis longtemps, le Courrier de Lot ne néglige aucune occasion de se livrer à de ridicules insultes contre M. le duc d'Aumale.

Il disait le 11 août, que l'incident de Besançon, c'est-à-dire la qualification d'Attese et de Monseigneur donnée à M. le duc d'Aumale, était un incident scandaleux.

dévotions du Vendredi-Saint, soit gratifié du titre de Monseigneur!

Le 14 août, le Courrier du Lot s'exprimait ainsi :

Le Journal du Lot ne se plaindra pas, si nous lui donnons pour chef de file, au-dessus même de l'honorable député qui le favorise de ses communications...

Ce langage ne signifie rien, ou bien il veut dire que Bazaine est un héros, et qu'il a bien agi en livrant Metz à l'Allemagne...

Nous laissons maintenant le public juge de l'urbanité du Courrier à notre égard. Un parti tombé comme celui dont ce journal est l'organe...

Correspondance

DU JOURNAL DU LOT

Versailles, 24 août 1875.

Les dernières dépêches reçues d'Orient indiquent, d'une manière officielle, que la voie de conciliation et d'apaisement entre la Porte et les provinces insurgées est ouverte.

La Porte a donné satisfaction à cette demande, elle va envoyer un commissaire spécial. Les puissances garantes ont fait, d'un autre côté, savoir aux insurgés qu'ils ne doivent espérer aucun aide d'une intervention de leur part.

La Serbie, la Dalmatie, la Croatie, n'ont pas encore bougé. On a lieu d'espérer que l'action des puissances aura son effet sur le prince Milan, et qu'elle lui donnera de l'autorité pour résister à l'entraînement qui porte son peuple vers les insurgés.

On espère que la Porte pourra se rendre maîtresse de l'insurrection ainsi contenue.

Une fois que l'insurrection sera apaisée, tout fait prévoir qu'une nouvelle action des puissances s'engagera auprès de la Porte pour hâter les réformes nécessaires réclamées par les insurgés...

La France continue à s'associer à cette action des puissances : elle n'a cessé d'y prendre part et n'en a pas été un seul instant tenue éloignée.

Comme je vous le disais, lorsque l'insurrection prit un certain caractère de gravité, le gouvernement russe, sans remettre de note comme on l'a dit, fit connaître à notre ambassadeur à St-Petersbourg, M. le général Le Flô, la conduite que la Russie se disposait à tenir de concert avec l'Allemagne et l'Autriche.

On le voit par les dernières dépêches, le programme indiqué au général Le Flô a été suivi de point en point. On le voit aussi, la France n'a pas été isolée dans cette question : une grande puissance, la Russie, lui a dès le début, communiqué ses intentions.

Une dépêche de ce matin a annoncé la venue en France du roi de Bavière. On aurait désiré peut-être tenir momentanément secret ce voyage, mais puisqu'il est ébruité on peut en dire le motif.

Le roi Louis a, on le sait, un grand goût pour tout ce qui touche aux traditions monarchiques de la France. On se rappelle qu'il vint passer, il y a deux ou trois ans, quelques jours à Versailles pour y étudier minutieusement le palais des anciens rois de France.

On a parlé d'une circulaire de M. le ministre de l'intérieur aux préfets avant l'ouverture des conseils généraux. Il n'y a pas eu de circulaire à proprement parler. M. le ministre a seulement, dans une note administrative, invité les préfets à le tenir exactement au courant de ce qui se passerait dans leurs conseils généraux, et à lui donner toutes les indications utiles sur la nomination des bureaux des conseils et leurs commissions de permanence.

Le conseil des ministres s'est réuni hier matin sous la présidence du maréchal. MM. Buffet, Wallon et Léon Say y assistaient seuls. La séance a été très

ourte. M. Buffet y a parlé des travaux des conseils généraux qui se poursuivent et se terminent au milieu d'une tranquillité parfaite.

MM. Wallon et Léon Say quittent demain Paris se rendant, le premier, dans le département du Nord, le second en Suisse.

MM. Dufaure et de Meaux sont prochainement attendus à Paris.

Revue des Journaux

Moniteur universel.

La liberté de l'instruction supérieure était trop ardemment souhaitée par ses partisans pour que la loi qui a reconnu et établi cette liberté ne fût pas mise à exécution dans le plus bref délai. Aussi est-ce sans aucune surprise que nous avons appris qu'une Université catholique allait être fondée à Paris, et que même toutes les mesures étaient déjà prises pour qu'elle pût ouvrir ses cours au commencement de la prochaine année scolaire, c'est-à-dire au mois de novembre 1875. Cette Université, qui devra être le centre du haut enseignement catholique dans les six provinces ecclésiastiques de Paris, de Tours, de Sens, de Reims, de Rouen et de Bourges, serait placée sous le patronage et sous la direction des prélats en possession de ces divers sièges métropolitains et de leurs suffragants. Déjà une décision a été tenue, à cet effet, sous la présidence de Mgr Guibert, cardinal-archevêque de Paris, et il a été décidé que, provisoirement et par mesure d'économie, la nouvelle Université serait établie dans les bâtiments du couvent des Carmes. D'ailleurs, aucune discussion ne paraît s'être élevée sur la localité où serait fondée la nouvelle Université, et la ville de Paris semble avoir été choisie sans opposition et même sans observation de la part des prélats fondateurs.

Qu'il nous soit permis de nous en étonner et surtout de le regretter.

A ne considérer que ce qui s'est produit à l'étranger en matière d'universités et d'universités libres, l'on aurait pu être conduit à douter qu'une capitale soit l'endroit le plus favorable pour y placer un centre d'instruction supérieure. Ni Oxford, ni Cambridge ne sont de grandes villes, mais des villes de modeste étendue, de médiocre population, des villes en quelque sorte exclusivement universitaires, où l'on n'est attiré ni par le commerce, ni par les plaisirs. La même remarque peut s'appliquer aux universités d'Allemagne, et les plus célèbres ne sont pas celles qui portent le nom d'une grande ville ou d'une capitale.

Et la réflexion ne contredirait pas cet exemple.

Rien ne semble en effet plus contraire au calme d'esprit, à la tranquillité d'âme, si nécessaires à de sérieuses et hautes études, que les excitations de toute nature qui existent dans une grande ville, et surtout dans une capitale comme Paris. Nous ne voyons pas ce que l'étude de la chimie ou de la physique, des littératures antiques ou de l'histoire, de la philosophie ou du droit, peuvent gagner à se trouver en contact avec toutes nos agitations politiques ou même littéraires : et nous voyons très-bien, au contraire, tout ce qu'elles peuvent y perdre. Les tumultes des cours de MM. Michelet et Quinet, les sifflets dont fut accueilli Sainte-Beuve dans la chaire du Collège de France, les innombrables mesures disciplinaires prises contre l'Ecole de droit ou l'Ecole de médecine, la soirée même de *Guérana* ou de telle autre première représentation où le quartier Latin s'était donné rendez-vous pour cause de manifestations politiques, ne sont pas des souvenirs propres à recommander la création de nouvelles universités dans des cités aussi turbulentes que Paris ou toute autre grande ville en général.

Nous croyons, au contraire, que les nouvelles universités gagneraient beaucoup à être établies dans des localités plus calmes, moins populeuses, et que ces conditions différentes de celles où sont placées les anciennes universités auraient pu devenir l'origine d'une certaine préférence. A tous les points de vue l'air des grandes villes n'est pas le meilleur possible pour la jeunesse. Plus d'un père de famille se serait séparé avec plus de sécurité de son fils en le voyant aller étudier dans une université établie dans telle ou telle petite ville de France que dans Paris.

A une époque où l'on s'occupe, et avec tant de raison, de placer l'instruction, même supérieure, à la portée de tous, la question d'argent n'est pas non plus indifférente, et il

est évident que Paris n'est pas le lieu de la France où un étudiant coûte le moins cher à sa famille.

Sauf une faculté de médecine, qui, par l'objet de ses études, a besoin d'être établie au milieu d'une population assez nombreuse pour offrir aux élèves l'accès de plusieurs hôpitaux, nous pensons que toutes les autres facultés dont se composeront les nouvelles universités libres seraient beaucoup mieux placées partout ailleurs qu'à Paris, et nous regrettons que la nouvelle université catholique ne donne pas l'exemple d'une innovation que nous qualifierons d'heureuse.

Français.

On se rappelle que, sur la proposition de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, l'Assemblée nationale a, il y a quatre ans, chargé une commission spéciale d'étudier la situation des classes ouvrières en France. Cette commission n'a pas manqué à la tâche dont l'avait investie la Chambre. Elle a tenu de nombreuses séances, elle s'est livrée, sur plusieurs points particuliers, à des enquêtes fort sérieuses, et il résultera de ses travaux un profit très-réel pour le pays. Jusqu'à présent, les études de la commission n'étaient pas connues du public. A tort ou à raison, on avait cru devoir défendre contre une publicité prématurée les recherches de la commission, de peur d'en altérer le caractère en les livrant à la discussion. La conséquence de cette décision a été que le public a quelque temps ignoré la commission. Ce n'est là qu'un inconvénient temporaire. A l'une des dernières séances de l'Assemblée, M. le comte de Melun a déposé un rapport, qu'il a été chargé de rédiger par la commission ouvrière, dont il était membre, et ce document est assurément, à plus d'un titre, digne du nom de l'honorable député qui l'a rédigé, de la commission dont il exprime les idées et de l'Assemblée à laquelle il s'adresse. Nous croirions manquer à un des devoirs de la presse conservatrice, si nous n'appelions sur le rapport de M. le comte de Melun l'attention des personnes qui s'occupent des questions sociales et des questions économiques.

Ce n'est pas que les commissaires de l'Assemblée et le rapporteur élu par eux aient découvert une panacée, un remède à tous les maux dont souffrent les classes ouvrières. Il est facile, à un écrivain doué d'imagination, et qui ne sent peser sur lui aucune responsabilité, d'inventer des plans magnifiques pour la réforme de la société et d'élever sur le papier des cités idéales d'où la misère a disparu par enchantement en même temps que la paresse, la débauche et tous les vices, avec toutes les maladies et toutes les infirmités de la nature humaine. Des hommes sérieux, des législateurs, chargés par leurs collègues d'une étude pratique dont les conclusions pourront être, s'il y a lieu, formulées en projets de loi, n'ont pas de telles fantaisies; elles seraient trop dangereuses. Il n'en est pas moins intéressant de savoir ce que de tels hommes, investis du droit d'interroger tous les témoins qui peuvent les instruire, de chercher la lumière par tous les moyens, ont appris sur la situation des classes laborieuses et les résultats auxquels aboutit leur enquête.

Sur un grand nombre de points, les progrès de la science, le développement général de la richesse, l'intervention souvent efficace du législateur ont assuré des améliorations considérables. Ainsi, au commencement du siècle, quand la grande industrie ne faisait pour ainsi dire que de naître et ne disposait encore que de capitaux restreints, les ateliers étaient pour la plupart établis dans des locaux insuffisants, où l'air était bientôt vicié par l'accumulation d'un grand nombre de personnes dans un petit espace; d'ailleurs, presque tout le travail se faisait alors à la main, et la besogne était souvent trop pénible ou malsaine. Aujourd'hui, les machines font pour l'homme toute la partie du travail qui exige la force, elles ne lui laissent que celles qui demandent de l'habileté; les industries insalubres ont été rendues moins dangereuses par la découverte de nouveaux procédés ou par la surveillance de l'administration, exigeant l'application de toutes les mesures reconnues propres à diminuer les inconvénients de certains travaux. Les capitaux immenses que représentent et que nécessitent aujourd'hui toutes les grandes entreprises industrielles ont permis de loger les machines et les hommes qui les manient dans des pièces vastes et bien aérées. Pour le logement personnel des ouvriers, les améliorations réalisées ne sont pas moins importantes; les caves et les courtes décrites jadis par Blanqui, ont disparu; dans la plupart des villes industrielles, les commissions nommées en vertu de la loi

de 1851 ont fait disparaître les logements insalubres, qui ont été remplacés par des habitations plus saines.

Pour ce qui regarde l'alimentation, l'élévation générale des salaires permet maintenant l'usage de la viande à un grand nombre de travailleurs qui devaient se l'interdire jadis; mais l'augmentation du nombre des consommateurs fait constamment hausser le prix de la viande, et il est à craindre que, sur ce point, l'amélioration constatée ne s'arrête bientôt. La commission rappelle, au sujet de la question alimentaire, les associations de consommation qui ont si bien réussi en Angleterre et en Allemagne, et regrette qu'elles n'aient pu, jusqu'ici s'acclimater en France, où les ouvriers, séduits par toute sorte d'utopies, et entraînés par des passions et des préjugés politiques, ont porté tous leurs efforts sur la création d'associations de production, qui ont presque toutes échoué.

La commission passe ensuite en revue toutes les institutions, telles que caisses d'épargne, caisses de retraite pour la vieillesse, sociétés de secours mutuels, qui peuvent aider l'ouvrier soit à se former un capital quand il est fort et bien portant, soit à se mettre à l'abri de la misère qu'amènent l'âge et les maladies, et elle arrive enfin à cette conclusion que, s'il y a encore beaucoup à faire, il n'y a du moins nul besoin de réformer la législation. Les lois actuelles suffisent dès que chacun sait en tirer parti dans l'intérêt général. « Il y a des choses que la loi ne commande pas et qui sont cependant indispensables au progrès que nous recherchons. Sans elles l'union ne règnerait jamais entre ceux que le travail associe sous des conditions si diverses. Le sentiment moral déposé par Dieu dans l'âme humaine, et que le christianisme a perfectionné, peut seul atteindre ce but; seul il inspire la fraternité pratique, qui n'a pas besoin de s'étaler sur les murs mais qui règne dans les cœurs. » Cette conclusion du rapport de M. le comte de Melun est digne d'être sérieusement méditée.

Journal des Débats.

L'Allemagne est en fête. Elle vient de célébrer l'inauguration du monument élevé à la mémoire d'Arminius ou Hermann, l'exterminateur des légions de Varus. L'empereur Guillaume a présidé lui-même la cérémonie, à laquelle ont assisté la plupart des membres de la famille impériale et où 15,000 personnes environ s'étaient donné rendez-vous. L'enthousiasme pour Arminius prend sa source dans les sentiments les plus chers à l'Allemagne. « Lorsque l'auteur du nouveau monument, Ernst von Bandel, — dit la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, — invoqua pour la première fois le concours du peuple allemand pour la création d'un monument national, il ne pouvait prétendre qu'elle importance celui-ci acquerrait dans le cours des années. Toutefois, dès le principe, son sentiment artistique uni au plus noble patriotisme lui disait que le monument ne devait pas être seulement un souvenir poétique et élégiaque. Il représenta le chef des Chérusques brandissant l'épée; il célébra en lui l'Allemagne elle-même brandissant son épée. »

Soit! il ne nous appartient pas de discuter les conceptions poétiques et patriotiques d'Ernst von Bandel. Cependant il nous est difficile de comprendre pourquoi, parmi tant de héros, l'Allemagne est allée choisir Arminius comme le représentant de son génie national. L'histoire et la légende nous tracent d'Arminius un portrait qui ne prête guère à l'apothéose. Elevé à Rome, à la cour d'Auguste, dont il reçut et accepta les faveurs, Arminius garda, au milieu des prestiges d'une civilisation dont il put connaître tous les raffinements, l'énergie d'un caractère sauvage et d'une âme indomptée. Il resta fidèle à sa patrie et jura de la venger. Mais, au lieu de marcher à son but d'un front haut, avec la noble franchise d'un ennemi, il préféra s'y glisser habilement par la trahison et par le mensonge.

Ami de Varus et lieutenant d'Auguste en Germanie, il attira son général dans un guet-apens où les légions romaines furent massacrées sans pitié dans des défilés de bois et de montagnes où il leur était impossible de se défendre contre des adversaires qui connaissaient admirablement le pays et qui combattaient derrière des retranchements depuis longtemps préparés. Arminius avait joué le rôle d'espion dans l'armée romaine; il avait livré ceux dont il s'était attiré la confiance et qui le prenaient pour un des leurs. Vainqueur au moyen de cet indigne subterfuge, il chercha bientôt à asservir son pays, qui n'avait été délivré de Rome que pour tomber sous le joug d'un chef violent et cruel. Les Germains ne voulurent

pas accepter cette dénomination, plus injuste et plus sanglante que l'ancienne; ils formèrent des complots contre Arminius, qui périt à trente-sept ans, sous les coups de ses amis d'autrefois, des membres de sa famille jaloux de sa gloire et révoltés contre ses prétentions. Voilà l'histoire; elle ne nous paraît guère justifier l'enthousiasme qui vient d'éclater à Grotenboorg, et dont les journaux allemands nous apportent des échos à peine affaiblis. La gloire d'Arminius, d'ailleurs, n'eût-elle pas été bien obscure si le cri désolé d'Auguste: « Varus, rends-moi mes légions! » n'en avait perpétué le souvenir à travers les âges? Que reste-t-il du héros german? un nom, qui n'est devenu populaire qu'après avoir été transformé par ceux mêmes qu'Arminius avait vaincus. Hermann serait resté inconnu parmi cette multitude de chefs germains qui luttèrent par la dissimulation, contre la puissance de Rome; Arminius, grâce au génie des historiens latins, ne sera jamais oublié. La remarque n'est pas de nous, elle est du *Times*, qui consacre aux réjouissances allemandes un article digne d'être médité: « Le digne Hanovrien, dit le journal de la Cité, qui a passé les trois quarts de sa vie à espérer voir la statue de son Hermann trôner sur le sommet du Grotenboorg mérite sans doute d'être récompensé de sa patience et de sa foi; mais il ne pourra s'empêcher d'avouer que si l'ambition conquérante de Rome a provoqué le patriotisme de son idole, le génie de Rome a entouré la mémoire du héros d'une auréole plus durable que le monument colossal qu'on vient de lui élever. Le nom et le renom d'Arminius seraient perdus depuis longtemps si la civilisation qu'il a combattue n'avait été assez puissante pour le préserver de l'oubli. »

Informations

D'après des nouvelles reçues d'Italie, Garibaldi et son fils Menotti seraient disposés à se rendre en Herzégovine pour y donner leur concours à l'insurrection. Ce fait pourrait donner lieu à des complications graves. Le gouvernement italien ferait tous ses efforts pour mettre obstacle à la réalisation des desseins de Garibaldi, dont il aurait été informé. On rapporte que la suite d'une conférence que M. le duc Decazes avait eue avec Ali-Pacha, notre ministre des affaires étrangères aurait fait communiquer officiellement à M. Visconti-Venosta l'expression des préoccupations causées à la Porte par les projets de Garibaldi. Nous ne savons si cette dernière nouvelle est exacte, mais elle est donnée par les journaux ordinairement bien informés.

Un duel homérique vient d'avoir lieu dans le bois de Vincennes:

MM. X... et Y... avaient eu, au bal Bullier une assez violente querelle, et des propos plus que vifs avaient été échangés. On leur persuada qu'il fallait se battre, et quatre étudiants en médecine se chargèrent des fonctions de témoins. On s'en alla à Vincennes, avec une grande paire d'épées, à poignées énormes, et on mit les deux jeunes gens en garde, tous deux blancs comme des draps. Néanmoins, ils firent un petit pas en avant, et les épées se touchèrent. Immédiatement, une longue étincelle bleuâtre jaillit de la pointe des estoques, tandis que les champions, violemment secoués par une décharge électrique, bondissaient en arrière, et tombaient assis sur le gazon, au milieu des rires de témoins. Vous devinez quel tour on leur avait joué: les épées avaient une pile dans leur garde, et un choc électrique avait été produit par le contact. Les deux pauvres garçons ne s'en consolent jamais.

ESPAGNE.

La Seo d'Urgel n'est pas encore prise par les alphonstistes. Ceux-ci ont seulement occupé Castellciudad, où il paraît assez difficile qu'ils puissent tenir. Les troupes ont été placées sous le commandement supérieur de Jovellar, qui est arrivé avec 6,000 hommes, et qui, dit-on, va pousser activement les opérations du siège. Un nouveau renfort de 6,000 hommes, venant d'Olot, et commandés par les généraux Arrondo et Ciriot, est attendu également devant la Seo d'Urgel.

D'autre part, les forces de l'armée du Nord,



